

Thales Alenia Space France s.a.s.

**Comptes sociaux
et annexes aux états financiers**

31.12.2023

*Certifié conforme à l'original
Edouard RICARD
Directeur juridique & Contrats*

25/11/2024



THALES

SCAP - version 2023 - Thales Alenia Space

TABLE DES MATIERES

BILAN – ACTIF	3
BILAN – PASSIF	4
COMPTE DE RESULTAT	5
ANNEXE	7
Faits majeurs	7
Evènements importants intervenus après la clôture de l'exercice	8
Note 1 – Principes comptables mis en œuvre	8
Note 2 – Comparabilité des comptes annuels	11
Note 3 – Relations intra-Groupe	11
Note 4 – Actif immobilisé	12
Note 5 - Actif circulant	15
Note 6 – Capitaux propres	16
Note 7 – Provisions pour risques et charges	17
Note 8 - Dettes	19
Note 9 – Engagements hors bilan	20
Note 10 – Compte de résultat	21



BILAN – ACTIF

En k€

LIBELLES	31.12.2023			31.12.2022
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	
Immobilisations incorporelles				
Brevets, Licences, marques	137 428	123 597	13 832	14 280
Fond commercial	1 487 938	745 926	742 012	742 012
Immobilisations corporelles				
Terrains	9 764	5 421	4 362	4 433
Constructions	295 797	221 826	73 971	76 581
Inst. Tech, matériel, Outil Industriel	237 609	179 190	58 419	50 353
Autres immobilisations corporelles	40 330	34 112	6 218	7 108
Immobilisations corporelles en cours	33 394	-	33 394	24 217
Avances/comptes sur immobilisations corporelles	201	-	201	305
Immobilisations financières				
Participations	179 419	153 027	26 392	26 392
Créances rattachées à des participations	856	856	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	92	-	92	107
TOTAL DES VALEURS IMMOBILISEES	2 422 651	1 483 966	938 695	945 786
Stocks	267 544	46 132	221 413	123 615
Avances et acomptes versés sur commandes	99 031	-	99 031	76 196
Créances d'exploitation ⁽¹⁾				
Créances clients et comptes rattachés	2 314 757	315	2 314 442	2 896 644
Créances diverses	213 258	-	213 258	200 879
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	400	-	400	335
Charges constatées d'avance	12 060	-	12 060	4 688
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 907 052	46 447	2 860 605	3 304 358
Ecart de conversion - Actif	51 681	-	51 681	42 244
TOTAL GENERAL	5 381 684	1 510 403	3 871 181	4 292 390
(1) dont à plus d'un an			106 464	106 302

BILAN – PASSIF

En k€

LIBELLES	31.12.2023	31.12.2022
	Avant répartition	Avant répartition
Capital	905 746	905 746
Prime d'émission	-	-
Prime d'apport	-	-
Ecart de réévaluation	(19 064)	(19 064)
Réserves		
Réserve légale	48 498	48 498
Réserve statutaire	-	-
Réserves réglementées	-	-
Réserve libre	-	-
Report à nouveau	(6 246)	1 159
Résultat de l'exercice	(93 939)	(7 405)
Subventions d'investissement	3 472	3 398
TOTAL CAPITAUX PROPRES	838 468	832 333
Provisions pour risques	124 931	85 271
Provisions pour charges	185 551	163 241
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	310 483	248 512
Dettes financières ⁽¹⁾		
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	202 354	106 176
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 684 080	2 312 263
Dettes d'exploitation ⁽¹⁾		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	350 965	227 933
Dettes fiscales et sociales	209 276	206 821
Dettes diverses ⁽¹⁾		
Dettes sur immobilisations	6 066	1 670
Autres dettes diverses	4 543	7 275
Instruments de trésorerie	56 821	49 899
Produits constatés d'avance	156 432	157 237
TOTAL PASSIF CIRCULANT	2 670 616	3 069 274
Ecart de conversion - Passif	51 614	42 270
TOTAL GENERAL	3 671 181	4 292 390
(1) dont à plus d'un an	10 209	11 135

COMPTE DE RESULTAT

En k€

LIBELLES	2023	2022
Biens et services vendus	1 408 787	1 520 990
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	1 408 787	1 520 990
Production stockée	27 059	9 489
Production immobilisée	23 515	13 782
Subventions d'exploitation	4 307	12 545
Reprises sur provisions pour risques et charges	35 556	36 890
Transferts de charges d'exploitation	5 067	5 265
Autres produits d'exploitation	51 985	56 647
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 556 275	1 655 607
Consommations en provenance des tiers		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	(88 145)	(84 701)
Variation de stock	70 935	19 999
Achats de sous-traitances	(722 779)	(742 474)
Achats non stockés de matières et fournitures	(16 781)	(15 472)
Services extérieurs	(199 172)	(205 904)
Impôts, taxes et versements assimilés		
Impôts et taxes sur rémunérations	(7 408)	(6 886)
Autres impôts et taxes	(10 452)	(11 797)
Charges de personnel		
Salaires et traitements	(350 769)	(329 673)
Charges sociales	(167 680)	(156 467)
Dotations aux amortissements	(30 732)	(33 179)
Dotations aux provisions pour dépréciation d'actifs	(5 815)	(7 870)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(79 972)	(37 005)
Autres charges d'exploitation	(44 340)	(57 167)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	(1 653 090)	(1 668 596)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(96 815)	(12 989)

En k€

LIBELLES	2023	2022
Dividendes reçus	5 720	8 198
Intérêts et autres produits financiers	19 362	8 117
Reprises sur provisions et transferts de charges	808	45 891
Différences positives de change	82	843
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	26 972	63 049
Dotations aux provisions pour risques et charges financières	(15 345)	(51 736)
Intérêts et charges assimilées	(37 558)	(25 174)
Différences négatives de change	(598)	(2 784)
Charges nettes de cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL CHARGES FINANCIERES	(53 501)	(79 694)
RESULTAT FINANCIER	(27 529)	(16 645)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	95
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	-
Reprises de provision et transferts de charges	3 788	2 884
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 788	2 979
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(3 234)	(4 646)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	(6 498)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	(1 326)	(141)
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	(4 561)	(11 285)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(772)	(8 306)
Participation	-	-
Impôts sur les bénéfices	31 177	30 535
BENEFICE (PERTE)	(93 939)	(7 405)

ANNEXE

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels : elle comporte des éléments d'informations complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

FAITS MAJEURS

Thales Alenia Space France a enregistré sur l'année 2023 des prises de commandes pour 901 M€ (contre 1'834 M€ en 2022), et un chiffre d'affaires de 1'409 M€ (1'521 M€ en 2022) soit une diminution de 7%.

La rentabilité opérationnelle ressort à -6,87% du chiffre d'affaires, en dégradation par rapport à 2022 qui se situait à -0,85% du chiffre d'affaires.

Activité TELECOM

Thales Alenia Space France n'a pas gagné de nouveau contrat Télécom en 2023 mais les négociations se poursuivent pour en gagner sur 2024. En ligne de mire la constellation IRIS². Les députés européens ont voté, mardi 14 février 2023, à quasi-unanimité, en faveur de la future constellation de satellites Iris², qui doit doter les pays de l'Union européenne de leur propre réseau de satellites de distribution de haut débit.

Concernant Telesat, Thales Alenia Space avait été sélectionné pour construire la constellation Lightspeed, constituée de 298 satellites en orbite basse. En 2022 les discussions sur le financement de cette constellation se poursuivait et concernait une constellation réduite à 198 satellites. En 2023 Telesat a choisi MDA pour produire une constellation de 198 satellites, terminant la collaboration entamée avec Thales Alenia Space.

Thales Alenia Space France et le ministère mongol du Développement numérique et des Communications ont signé en Octobre 2023 un accord historique pour construire un système national mongol de télécommunications par satellite. Il offrira à tous les habitants du pays une meilleure connectivité internet, ce qui renforcera le partenariat stratégique entre la Mongolie et la France. Thales Alenia Space sera chargé de construire un satellite de très hautes performances en bande Ku, qui sera baptisé Chinggis Sat en hommage au héros national Gengis Khan. Une fois mis à poste, ce satellite fournira une connectivité internet haut débit à travers tout le pays, y compris dans les zones blanches rurales et au profit des populations nomades. Il offrira un accès facilité et élargi à des services tels que la télémédecine, la formation en ligne et la dématérialisation des services publics, et soutiendra la croissance de secteurs à haute valeur ajoutée de l'économie nationale.

Activité OBSERVATION et NAVIGATION

L'activité Navigation France continue à se comporter comme prévue, soutenue par les commandes institutionnelles avec l'Agence spatiale européenne (ESA), agissant au nom de l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial (EUSPA), et de l'Union européenne représentée par la Commission européenne, pour concevoir et réaliser, avec ses partenaires européens, le segment sol de mission de Galileo 2ème Génération (G2G) et apporter un support technique à l'ingénierie du système. Sur EGNOS, un contrat de maintenance pour quatre années a été signé en 2022 lié à une phase de « Life Extension » pour pallier aux retards d'ADS sur EGNOS V3.

Dans le domaine de l'Observation, le programme IRIS a été confié par la Direction générale de l'armement (DGA) à Airbus Defence & Space et à Thales Alenia Space France. Thales Alenia Space France a pris des commandes complémentaires sur le programme européen Meteosat Third Generation [MTG], ainsi que sur les programmes i-Habitat, CO2M, Chime, Cristal et Plato.

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS APRES LA CLOTURE DE L'EXERCICE

L'activité spatiale bénéficie de perspectives de croissance favorables dans l'essentiel de ses activités notamment l'observation, l'exploration, la navigation, les télécommunications militaires ainsi que les services. Cependant, l'activité des télécommunications commerciales est confrontée à une situation perturbée du fait d'une demande structurellement plus faible. C'est pourquoi le Groupe a annoncé début mars un projet d'adaptation de Thales Alenia Space, concernant 1 300 postes, dont 1 000 en France, qui seront redéployés au sein du Groupe, et ce, sans départ contraint. Ce redéploiement se fera sur les années 2024 et 2025 en concertation avec les instances représentatives des salariés.

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES MIS EN ŒUVRE

Les comptes annuels sont désormais établis suivant les normes issues du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 et de ses règlements modificatifs.

En matière de comptabilisation et d'évaluation des actifs, la société applique depuis janvier 2005 les dispositions du Conseil National de la Comptabilité.

Monnaie de tenue de la comptabilité

L'unité monétaire de tenue de la comptabilité et de présentation des documents légaux est l'EURO.

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont pris directement en charges dans les comptes de l'exercice au cours duquel ils sont exposés. Il en est de même des frais de recherche et de développement qui ne sont pas immobilisés.

Les logiciels d'application achetés sont immobilisés et amortis sur une durée d'un an, les progiciels de faible montant étant enregistrés en charges de l'exercice.

Le fonds de commerce n'est pas amorti. Chaque année ou lorsque des événements indiquent une perte de valeur, un test de dépréciation est réalisé selon la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur nette comptable du fonds de commerce s'avère supérieure aux flux futurs de trésorerie actualisés. La méthode alternative consiste à comparer la situation nette de l'entité détenue à valeur comptable nette des titres dans la société détentrice, et de déprécier si la situation nette est inférieure à la valeur comptable des titres.

Activation des dépenses de recherche et développement

Il n'y a pas d'activation de dépenses de Recherche & Développement. Les frais de recherche et développement autofinancés, relatifs soit à des projets propres à l'entreprise, soit à des contrats portant sur le développement de produits stratégiques pour la société, sont comptabilisés en charges sur l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur le mode linéaire, sur la base des durées suivantes :

- Constructions :
 - bâtiments administratifs 20 à 40 ans
 - bâtiments industriels 20 à 40 ans
- Installations générales et techniques 10 à 20 ans
- Agencement et aménagements 5 à 15 ans
- Machines à commande numérique 5 à 10 ans
- Informatique technique et de gestion 3 à 5 ans
- Appareils de mesure 5 à 10 ans
- Matériels administratifs et sociaux 3 à 5 ans
- Mobilier 5 à 10 ans

Immobilisations financières

La valeur brute des participations est constituée du coût d'achat des titres hors frais accessoires. Les titres acquis en devises sont enregistrés au prix d'acquisition converti en euros au cours du jour de l'opération ou au cours de couverture.

Des provisions pour dépréciation et/ou pour risques sont constituées, le cas échéant, à hauteur de la différence négative constatée entre la valeur d'usage et la valeur brute des titres détenus.

La Société applique une approche multicritère afin de déterminer la valeur d'usage fondée notamment sur les procédures suivantes : calcul de la quote-part de l'actif net, actualisation des cash-flows futurs, revue des prévisions budgétaires et des perspectives de développement. La provision est ainsi imputée à la rubrique « Participations » à due concurrence du coût d'acquisition puis, si applicable, à la rubrique « Créances diverses » à l'actif du bilan. Si une participation se trouve dans une situation de passif net, une dotation de « Provision pour risques » au passif du bilan est faite.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute des titres de placement est constituée du coût d'achat des titres hors frais accessoires. Les titres acquis en devises sont enregistrés au prix d'acquisition converti en euros au cours du jour de l'opération ou au cours de couverture.

La valeur des titres est évaluée à chaque clôture au prix des marchés financiers. Les titres acquis en devises sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois. Lorsque la valeur des titres est inférieure au coût d'achat, une provision pour dépréciation est constatée.

Stocks et travaux en cours

Les stocks d'articles génériques non affectés à une affaire sont évalués au coût d'achat moyen pondéré.

Les travaux en cours sont évalués au coût de production limité à la valeur probable de réalisation. Toute perte probable sur les contrats à long terme en carnet à la clôture est provisionnée intégralement dès qu'elle est connue.

Les frais généraux (commerciaux, administratifs et financiers), ainsi que les frais de recherche et de développement ne faisant pas l'objet d'une commande client, sont directement pris en charge dans l'exercice.

Créances clients

Les créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les transactions libellées en devises sont converties en euros au taux de change des couvertures en place et sont enregistrées en résultat d'exploitation.

Les gains et pertes de change réalisés sont inscrits en résultat financier lors de l'enregistrement des encaissements ou des décaissements.

En fin d'exercice, les créances libellées en devises sont converties au taux de change de clôture et les écarts constatés entre le cours historique de l'enregistrement et le cours de clôture sont comptabilisés en écart de conversion, les pertes latentes faisant l'objet d'une provision pour risques et charges.

Contrats de longue durée

A l'occasion de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018 de la norme IFRS15 relative à la reconnaissance du revenu, le Groupe Thales a été amené à redéfinir, pour ses comptes consolidés, les modalités de mesure de l'avancement de ses contrats. Au regard des critères de comptabilisation selon la norme IFRS15, il a été conclu que la mesure de l'avancement en fonction des coûts encourus pour exécuter les contrats reflétait de manière plus pertinente la progression des travaux réalisés.

Compte tenu des lourdes contraintes opérationnelles qu'exigerait le suivi du chiffre d'affaires selon plusieurs modes d'avancement et du risque de manque de fiabilité d'une comptabilisation déconnectée des systèmes de gestion, le Groupe a décidé de modifier en 2018 dans les comptes sociaux les modalités de reconnaissance des produits générés par ses contrats, en appliquant la méthode de l'avancement mesuré par les coûts, en substitution des modalités actuelles de l'avancement.

Ce changement de mesure de l'avancement dans les comptes statutaires est qualifié, comptablement, de « changement d'estimation ». Une nouvelle estimation a vocation à s'appliquer de manière prospective c'est-à-dire

à tous les contrats futurs et en cours à la clôture, mais reste sans impact sur les exercices antérieurs. En conséquence, l'effet de ce changement impacte le chiffre d'affaires et le résultat de l'exercice de transition soit 2018.

Les produits d'une vente de biens sont comptabilisés lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété des biens.

Les produits relatifs à une prestation de service sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la prestation.

Les produits et les charges des contrats de longue durée sont enregistrés selon la méthode de l'avancement des dépenses. Toutefois lorsque l'avancement des dépenses et l'avancement basé sur des dates contractuelles de transfert de propriété ne présentent pas de décalage significatif, l'avancement retenu est celui des clauses contractuelles de transfert de propriété.

Les provisions pour risques et charges sont enregistrées en fonction du pourcentage d'avancement des contrats concernés, à l'exception des provisions pour pertes à terminaison qui sont intégralement constatées dès leur origine.

Toute perte probable sur contrat en cours ou en carnet est provisionnée intégralement dès qu'elle est connue.

L'estimation des travaux restant à effectuer sur les contrats ne tient compte des produits résultats des réclamations présentées que lorsque celles-ci sont acceptées par le client.

Les frais généraux, commerciaux et administratifs sont directement pris en charge dans l'exercice.

Factures à établir : l'excédent de chiffre d'affaires comptabilisé par rapport au montant facturé au client selon les termes du contrat est inscrit au poste « Créances clients et comptes rattachés ».

Produits constatés d'avance : le surplus de chiffre d'affaires reconnu par la facturation client par rapport au niveau de reconnaissance du chiffre d'affaires calculé à l'avancement par les coûts se trouve au poste « produits constatés d'avance »

Avances et acomptes reçus : les avances et acomptes reçus dans le cadre des contrats long terme sont inscrits au poste « Avances et acomptes reçus ».

Pénalités : lorsque le contrat prévoit des pénalités de retard, TASF intègre dans les coûts à terminaison ces pénalités dès lors qu'elle estime probable leur application par le client.

Les pertes à terminaison couvrent les pertes probables sur contrats en carnet de commandes. Elles sont constituées lors de l'exercice au cours duquel la perte est devenue prévisible, pour la totalité de celle-ci.

Comptabilisation des opérations en devises

A compter du 1^{er} janvier 2017, les principes comptables relatifs aux instruments financiers à terme évoluent, conformément au règlement ANC n°2015-05 du 2 juillet 2015. L'impact du changement de méthode comptable n'est pas significatif et correspond à la modification du mode de comptabilisation du report déport.

Afin de couvrir l'exposition au risque de change induite par ses engagements commerciaux en devises, la société Thales Alenia Space France utilise des dérivés, dans le cadre de la convention de trésorerie conclue avec la société Thales SA. Les instruments de couvertures accordés par Thales SA correspondent principalement à des achats et/ou ventes à termes de devises. Des options de change peuvent également être utilisées. Les swaps de change permettent d'ajuster les échéances des flux entre instruments dérivés et éléments couverts.

Le résultat de ces dérivés, basé sur le cours comptant, est comptabilisé symétriquement à l'élément couvert, dans le même poste du compte de résultat.

Lorsque la maturité des dérivés n'est pas alignée avec le calendrier des flux couverts, les résultats réalisés sur les dérivés, basés sur le cours comptant, sont stockés dans un compte d'attente au bilan, et recyclés symétriquement au risque couvert.

Au bilan, les écarts de conversion générés par la revalorisation des dérivés en couverture sont constatés symétriquement aux écarts de conversion nés de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture.

Le résultat de ces dérivés, basé sur le cours comptant, est comptabilisé symétriquement à l'élément couvert, dans le même poste du compte de résultat. Lorsque la maturité des dérivés n'est pas alignée avec le calendrier des flux

couverts, les résultats réalisés sur les dérivés, basés sur le cours comptant, sont stockés dans un compte d'attente au bilan, et recyclés symétriquement au risque couvert.

Au bilan, les écarts de conversion générés par la revalorisation des dérivés en couverture sont constatés symétriquement aux écarts de conversion nés de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture

Les transactions en devises sont enregistrées selon le cas pour leur contre-valeur au cours de la transaction ou au cours de couverture.

Les écarts de change défavorables sur dettes et créances en devises non couvertes par un instrument financier font l'objet de provisions pour pertes de change.

Fait générateur du chiffre d'affaires hors contrats de longue durée

Le fait générateur du chiffre d'affaires sur les contrats autres que de longue durée résulte, selon les types de contrat, soit de la constatation par le client de l'avancement des principales phases du contrat, soit de leur réception.

Rémunération des organes de direction

La rémunération des organes de Direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à indiquer une rémunération individuelle.

NOTE 2 – COMPARABILITE DES COMPTES ANNUELS

Les comptes présentés au titre de l'exercice 2023 sont comparables à ceux présentés au titre de l'exercice 2022 dans leurs méthodes d'établissement.

NOTE 3 – RELATIONS INTRA-GROUPE

Les comptes de la société sont consolidés par intégration globale dans les comptes consolidés du groupe Thales. Les comptes sont consolidés selon l'"equity method" dans les comptes de Leonardo. La société est entrée en 2006 dans l'intégration fiscale de Thales Alenia Space. Par ailleurs, la Trésorerie de la société est intégrée à la Trésorerie Centralisée du groupe Thales qui prête les fonds nécessaires au financement de l'activité.

NOTE 4 – ACTIF IMMOBILISE**Etat de l'actif immobilisé**

Le poste « Immobilisations » se décompose comme suit :

En k€

RUBRIQUES	Au 31.12.2022	Reclassements	Acquisitions	Cessions rebuts	Au 31.12.2023
Brevets - Licences	133 315	7 824	63	(3 803)	137 429
Fonds commerciaux	1 487 938	-	-	-	1 487 938
Immobilisations incorporelles	1 621 254	7 824	63	(3 803)	1 625 368
Terrains	9 789	-	-	(5)	9 784
Constructions	291 953	5 518	392	(2 086)	295 797
Inst. Industrielles	227 631	17 315	1 783	(9 130)	237 609
Autres	38 921	1 268	604	(461)	40 330
En Cours	24 217	(31 819)	40 996	-	33 394
Avances sur fournisseurs d'immobilisations	305	(104)	-	-	201
Immobilisations corporelles	592 817	(7 824)	43 785	(11 682)	617 116
Participations	179 419	-	-	-	179 419
Créances rattachées	856	-	-	-	856
Prêts	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières (1)	107	-	22	(37)	92
Immobilisations financières	180 382	-	22	(37)	180 368
TOTAL GENERAL	2 394 453	(1)	43 900	(15 502)	2 422 851

(1) y compris dépôts et cautionnements (la colonne "Cessions" correspondant alors aux remboursements)
Reclassement = Virment de poste à poste

Etat des amortissements

Les variations ayant affecté au cours de l'exercice les amortissements des immobilisations, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

En k€

RUBRIQUES	Au 31.12.2022	Reclassements	Dotations	Cessions rebuts	Au 31.12.2023
Brevets - Licences	119 035	-	8 366	(3 803)	123 597
Immobilisations incorporelles	119 035	-	8 366	(3 803)	123 597
Terrains	5 356	-	71	(5)	5 421
Constructions	215 373	-	8 510	(2 067)	221 826
Inst. Industrielles	177 279	-	11 025	(9 114)	179 190
Autres	31 814	-	2 759	(461)	34 112
Immobilisations corporelles	429 821	-	22 368	(11 637)	440 550
TOTAL GENERAL	548 856	-	30 732	(15 440)	564 147

Reclassement = Virment de poste à poste

Tableaux des filiales et participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Quota-part de capital détenue	Valeur comptable des titres		Capitaux propres du dernier exercice clos hors résultat	Résultat du dernier exercice clos	Chiffres d'affaires du dernier exercice clos	Créances et comptes rattachés	Dividendes distribués
		Brute	Nette					
Filiales en France (ndant)								
Filiales à l'étranger								
THALES ALENIA SPACE BELGIUM (2023 draft, BE)	100,00%	143 003	0	52 542	(13 350)	69 664	83 509	0
THALES ALENIA SPACE ESPANA (2023, BE)	100,00%	24 396	24 396	7 989	8 896	89 732	37 321	5 720
Participations en France								
PYVALIS sas (2022, BE)	15,53%	1 870	1 870	5 124	206	6 356	2 225	0
SEMECCEL (La Cité de l'Espace) (2022, BE)	4,55%	126	126	4 569	406	11 960	655	0
Participations à l'étranger								
ESNIS GmbH * (en liquidation, 2021 signé, KE) Allemagne	18,94%	50	0	0	5	0	3 204	0
RASCOMSTAR OAF (unaudited 2023, KUSD @ 1,0666 USD / 1 EUR), BE Maurice	12,36%	9 012	0	(374 080)	(56 339)	2 751	529	0
UST : Universum Space Technologies, (2021, RUB @ 91,129 RUB / 1 EUR), Russie	40,00%	963	0	1 925	(114)	0	0,66	0

* dont créances sur participations concédées à Esnis GmbH (Allemagne) et Esnis Spa (Italie) : 795 k€ à fin 2020.

Par ailleurs les dettes et créances commerciales ainsi que les charges et produits financiers vis à vis des entreprises liées (liens capitalistique et groupes actionnaires) sont les suivants :

En k€

ENTREPRISES LIÉES AU 31/12/2023	CRÉANCES	DETTES	CHARGES FINANCIÈRES	PRODUITS FINANCIERS
Thales Groupe	100	4 633	(15 216)	3 695
Leonardo SPA	-	3 682	(2 773)	-
Thales Alenia Space SAS	157	2 521	(544)	4 994
Thales Alenia Space BELGIUM	423	22 243	(5)	3 273
Thales Alenia Space ESPANA	2 445	3 420	(681)	35
RASCOMSTAR	-	-	-	-
PYXALIS	-	156	-	-
TOTAL	3 125	36 658	(19 221)	11 997

NOTE 5 - ACTIF CIRCULANT**Créances**

Les créances commerciales qui constituent l'essentiel de l'actif circulant (à l'exception des avances et acomptes versés sur commandes) comprennent des différés de paiement consentis aux clients et dont l'échéance est supérieure à un an. Si nécessaire, les risques de non recouvrement donnent lieu à la constatation d'une dépréciation des créances concernées.

En k€

CREANCES AU 31.12.23 (1)	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Clients et comptes rattachés *	2 314 757	2 300 457	14 300
Personnel et comptes rattachés	770	770	-
Etat	23 205	23 205	-
Groupe **	184 843	92 812	92 031
Débiteurs divers	4 260	4 260	-
TOTAUX	2 527 835	2 421 503	106 332

(1) Hors provisions pour dépréciations

* Le poste clients et comptes rattachés comprend :

- ✓ 2 203 673 k€ de factures à établir, dont
 - 1 908 497 k€ de factures à établir.
 - 7 559 k€ de pénalités précomptées
 - 287 617 k€ d'effets à recevoir
- ✓ 111 084 k€ de créances sur factures émises qui se décomposent comme suit :
 - 110 892 k€ de créances clients (échancier ci-dessous),
 - 192 k€ de réévaluation des créances

* Le poste Groupe comprend le compte courant Thales Alenia Space sas pour un montant de 120 030 k€ dont 118 937 k€ de crédits d'impôt recherche restant à percevoir.

En k€

Créances clients au 31/12/2023, en k€	Etranger HG	France HG	Groupe TAS	Entités Thales	Total
échéances postérieures au 31/12/2023	27 102	13 089	14 494	9 608	64 293
échéances du 01/12/2023 au 31/12/2023	18 497	4 088	784	3 127	26 496
échéances du 01/10/2023 au 30/11/2023	1 920	7 084	335	3 148	12 488
échéances antérieures au 01/10/2023 mais en 2023	839	995	421	1 360	3 615
échéances antérieures à 2023	2 037	1 091	190	682	4 000
TOTAUX	50 396	26 347	16 224	17 925	110 892

Stocks et travaux en cours

Cette rubrique inclut :

- d'une part, un stock d'articles génériques achetés ou à un stade de transformation limitée, pour lesquels l'affectation à une affaire n'est pas encore intervenue.
- d'autre part, les coûts supportés sur les affaires en cours, minorés du coût de revient des ventes enregistré à l'avancement.

En k€

VALEUR BRUTE	Au 31.12.23	Au 31.12.22	Variations
Stocks	174 517	124 727	49 790
Travaux en cours	76 283	35 243	41 040
Produits intermédiaires et finis	16 745	9 582	7 164
TOTAUX	267 544	169 551	97 993

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont composées comme suit :

- des frais imputés sur programmes et centres de d'analyse pour 11 907 k€
- des agios liés à l'escompte d'effets clients pour 153 k€

NOTE 6 – CAPITAUX PROPRES

Les variations ayant affecté les capitaux propres depuis le 31.12.2022 sont mises en évidence dans le tableau ci-après :

En k€	Capitaux Propres au 31.12.2022	Affectation du Résultat 2022 et autres variations 2023	Distribution de dividendes	Résultat Exercice 2023	Capitaux Propres au 31.12.2023 avant affectation
Capital (60 383 093 actions de 15€)	905 748	-	-	-	905 748
Prime d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	(19 064)	-	-	-	(19 064)
Réserve légale	48 498	-	-	-	48 498
Réserve statutaire	-	-	-	-	-
Réserve indisponible Euro	-	-	-	-	-
Réserve libre	-	-	-	-	-
Report à nouveau	1 159	(7 405)	-	-	(6 246)
Résultat de l'exercice	(7 405)	7 405	-	(93 939)	(93 939)
Subventions d'investissements	3 398	73	-	-	3 472
CAPITAUX PROPRES	932 333	73	-	(93 939)	838 468

NOTE 7 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

L'activité de la société se caractérise par le niveau élevé des risques et la complexité des contrats. De ce fait, l'évaluation des provisions liées à certains contrats peut comporter une part d'appréciation et d'incertitude.

En k€

RUBRIQUES	Au 31.12.22	Dotations	Reprises utilisées	Reprises sans objet	Au 31.12.23
Perles de change	17	93	-	(17)	93
Pénalités sur marchés	3 367	12 420	(424)	(2 722)	12 641
Autres risques d'exploitation	62 523	19 538	(13 491)	(1 392)	67 178
Départs en retraite et autres avantages à long terme (1)	145 543	24 479	(12 504)	-	157 517
Travaux restant à effectuer	30 438	13 423	-	-	43 861
Perte à terminaison	2 037	25 365	(335)	-	27 066
Restructurations	2 368	1 326	(3 219)	-	476
Provision impôts	2 220	-	(570)	-	1 650
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	248 512	98 644	(39 542)	(4 131)	316 483

(1) Échéance des provisions à moyen et long terme. Les autres éléments seront réalisables dans l'année qui suit.

Autres provisions pour risques et charges

Elles sont constituées au cas par cas à hauteur des risques encourus ou des charges estimées que des événements intervenus rendent probables.

Indemnités de départ en retraite et autres avantages à long terme

Le financement des retraites repose essentiellement sur des régimes de sécurité sociale de base (Sécurité sociale, régimes complémentaires obligatoires tels que l'ARRCO, l'AGIRC, ...) pour lesquels la charge de l'entreprise se limite aux cotisations versées. Celles-ci sont enregistrées dans l'exercice où elles sont encourues.

Dans le cadre de l'accord sur les dispositions sociales applicables aux salariés français du Groupe Thales (accord du 23 novembre 2006, et avenant 8 du 31 mars 2011), la société accorde à ses salariés des indemnités de fin de carrière ainsi que d'autres avantages à long terme (médailles du travail et semaine exceptionnelle de congés payés l'année où le salarié atteint ses 35 ans d'ancienneté dans le Groupe).

Conformément aux dispositions de la recommandation ANC 2013-02, ces avantages qualifiés de régimes à prestations définies, sont provisionnés dans les comptes sur la base d'une évaluation actuarielle, selon la méthode des unités de crédit projetées et en prenant en compte les évolutions de salaire. Cette méthode, qui consiste à évaluer, pour chaque salarié, la valeur actuelle des avantages auxquels ses états de service lui donneront droit à la date prévue, intègre des hypothèses d'actualisation financière, d'inflation, de mortalité, de rotation du personnel...

À la fin de 2018, la société a rejoint le CET Groupe Thales qui inclut une composante d'abondement quand le salarié opte de convertir son solde d'IDR en CET dans certaines conditions. Cet élément de risque est désormais incorporé à la PIDR.

La société comptabilise ces régimes selon les modalités suivantes :

- Le coût des services rendus, représentatif de l'accroissement de l'engagement sur l'exercice, est enregistré en résultat d'exploitation ;
- La charge de d'actualisation de l'engagement net, ainsi que les gains et pertes actuarielles résultant de l'incidence des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur l'engagement net, sont enregistrés en résultat financier.
- L'incidence des modifications de régimes issues de renégociations des avantages accordés affecte le résultat exceptionnel.

Les reprises pour utilisations de prestations payées par l'employeur concernant la PIDR et la MDT de 2022 s'élèvent à 10 244 k€

IFRIC - IAS19 (mai 2021)

En mai 2021, le comité d'interprétation des normes IFRS (IFRS IC) a publié une décision relative à la répartition du coût des services associés à un régime à prestations définies ayant les caractéristiques suivantes :

- l'acquisition définitive des avantages est conditionnée à la présence dans l'entreprise au moment du départ à la retraite ;
- le montant des avantages dépend de l'ancienneté; et

- ce montant est plafonné à un nombre déterminé d'années de services consécutives.

L'application de cette décision conduit à répartir les droits projetés, non pas sur la durée de présence des salariés dans l'entreprise, mais sur les dernières années d'acquisition des droits, en tenant compte le cas échéant des palliers d'acquisition.

En France, l'Autorité des Normes Comptables a parallèlement modifié la recommandation ANC n° 2013-02 afin d'y introduire cette méthode comptable. L'impact (un allègement de 6 M€) a été enregistré dans le compte de résultat de la période, en diminution des dotations, c'est-à-dire en diminution des charges de personnel.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour la détermination des engagements sont les suivantes :

	2023	2022
Taux d'actualisation	3,12%	3,71%
Taux d'inflation	2,22%	2,35%
Taux moyen d'augmentation des salaires	3,93%	3,94%

Médailles du travail

La recommandation n°2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité excluant explicitement les médailles du travail (gratifications accordées aux salariés en fonction de leur ancienneté) de la définition des avantages similaires aux pensions et indemnités de départ à la retraite, celles-ci ont été provisionnées à partir du 1^{er} janvier 2003 en provisions pour risques et charges.

Semaine exceptionnelle de congés

La société a comptabilisé pour la première fois en 2007 une provision pour semaine exceptionnelle de congés, en appliquant la convention adoptée par le Groupe Thales en France.

Pertes à terminaison sur contrats de longue durée

Ces provisions couvrent les pertes probables sur contrats en carnet de commandes. Elles sont constituées lors de l'exercice au cours duquel la perte est devenue prévisible, pour la totalité de celle-ci.

Tableau des provisions pour dépréciation d'actifs

En k€

RUBRIQUES	Au 31.12.22	Dotations	Reprises utilisées	Reprises sans objet	Au 31.12.23
Stocks	17 788	1 914	(2 005)	-	17 677
Travaux en cours	23 246	2 976	(1 616)	(110)	24 496
Produits intermédiaires et finis	4 922	493	(1 457)	-	3 959
Créances d'exploitation	175	431	(291)	-	315
Dépréciations d'actifs circulants	46 112	5 815	(5 369)	(110)	46 447
Fonds de commerce (1)	745 926	-	-	-	745 926
Dépréciations d'actifs immobilisés	745 926	-	-	-	745 926
Participations	153 027	-	-	-	153 027
Valeurs mob. de placement	-	-	-	-	-
Créances rattachées	856	-	-	-	856
Dépréciations d'immobilisations financières	153 883	-	-	-	153 883
TOTAL DEPRECIATIONS D'ACTIFS	945 920	5 815	(5 369)	(110)	946 256

(1) Le fonds de commerce fait l'objet d'une provision pour dépréciation d'un montant de 745 926 k€ évaluée selon les modalités de la Note 1 relative aux principes comptables.

Au total, les impacts en résultat net des provisions pour risques et charges ainsi que des provisions pour dépréciations sont les suivants :

- Exploitation : 50 231 k€
- Financier : 14 537 k€
- Exceptionnel : - 2 462 k€

NOTE 8 - DETTES

Les dettes sont, à l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours et des charges à payer, ventilées par échéance dans le tableau ci-après :

En k€

RUBRIQUES	TOTAL	2024	2025 à 2028	Au delà de 2028
Avances conditionnées	10 209	-	-	10 209
Emprunts & dettes auprès des organismes de crédit	-	-	-	-
Emprunts & dettes financières diverses*	192 146	192 146	-	-
Dettes financières	202 355	192 146	-	10 209
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	163 116	163 116	-	-
Dettes sociales	38 805	38 805	-	-
Dettes fiscales	25 818	25 818	-	-
Autres dettes diverses	1 688 603	1 688 603	-	-
TOTAL	2 118 697	419 885	-	10 209

* Thales Alenia Space France S.A.S. est détenue à 100% par une holding dénommée Thales Alenia Space S.A.S., détenue elle-même à 67% par Thales S.A. Thales Alenia Space France S.A.S. est consolidée à 100% dans ses comptes. Le solde de 33% est détenu par le groupe italien de défense Leonardo Spa. La politique du groupe Thales est de centraliser la trésorerie de toutes ses filiales.

Tous les comptes bancaires (principalement avec SOC GEN pour l'Euro et BNPP pour l'US\$) sont remis à 0 chaque jour via un système de cash-pooling et Thales Alenia Space France n'entretient pas de relations directes avec les banques pour contracter des facilités de crédit, d'emprunt, ou de placement. Les ressources nécessaires ou les excédents de trésorerie sont empruntés à, ou placés, chez Thales S.A. Légalement ces opérations sont régulées par une convention de crédit signée entre Thales Alenia Space France et Thales S.A., prévoyant des emprunts à court terme jusqu'à 550 M€. L'encours de besoin de financement, ou l'excédent de trésorerie est reflété dans des comptes courants en comptabilité.

La société Thales S.A. cotée à la bourse de Paris, outre des ressources via des émissions obligataires, bénéficie d'une ligne de trésorerie confirmée pour la période 2020-2025 de 1.5 milliard d'Euros auprès de 17 banques françaises et internationales.

Ainsi, pour la division Space, au 31/12/2023, sur le périmètre de Thales Alenia Space France, le solde net des comptes courants fait ressortir une dette de 192 146 k€, incluant les besoins de trésorerie de toutes les entités de la JV Thales Alenia Space (Thales Alenia Space sas, Thales Alenia Space France, Thales Alenia Space Italia, Thales Alenia Space Espagne, Thales Alenia Space Belgique, Thales Alenia Space UK, Thales Alenia Space Suisse, Thales Alenia Space Pologne, Thales Alenia Space Luxembourg). Le « cash-pooling » des comptes courants de Thales Alenia Space Italie via Thales Alenia Space France a été mis en place en juillet 2024.

En terme de financement, la société Thales Alenia Space France bénéficie d'un soutien puissant de ses actionnaires, lui assurant ses besoins de financement à court terme pour son besoin en fonds de roulement, et en cas d'excédent le place chez sa maison mère. Ces encours (besoin de financement ou excédents de trésorerie) sont partagés à concurrence de 33% avec l'autre actionnaire Leonardo. Au 31/12/2023 Thales Alenia Space France a une position d'emprunt de 352 M€ auprès de Thales SA et 99 M€ auprès de Leonardo.

Les autres dettes diverses sont constituées d'avances clients qui seront reprises à l'émission des factures selon le plan de facturation.

Les charges à payer sont rattachées aux postes correspondants (emprunts, fournisseurs, dettes diverses) :

En k€

CHARGES A PAYER	Au 31.12.23	Au 31.12.22
Emprunts & dettes auprès des organismes de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes fournisseurs	193 915	156 137
Dettes fiscales et sociales	144 653	147 795
Dettes fournisseurs d'immobilisations	-	-
TOTAUX	338 568	303 932

NOTE 9 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements donnés et reçus sont détaillés ci-après :

En k€	Au 31.12.23	Au 31.12.22
ENGAGEMENTS DONNES		
Commerciaux	127 850	354 791
Cessions de créances commerciales	0	0
Autres cautions bancaires	2 385	8 145
Total engagements donnés	130 235	362 936
ENGAGEMENTS RECUS		
Commerciaux	0	0
Total engagements reçus	0	0

Les engagements commerciaux concernent les cautions de soumission et de bonne fin émises au bénéfice de clients dans le cadre de contrats à long terme et les garanties bancaires données ou reçues en contrepartie des avances reçues des clients ou réglées aux fournisseurs.

La société couvre auprès du groupe Thales et de la Coface les risques de change résultant de ses opérations commerciales en devises étrangères. Les instruments financiers le plus souvent utilisés sont des garanties optionnelles sur offres, les contrats d'achat et de vente à terme et, autant que de besoin, des dépôts et avances en devises. Ces instruments financiers comprennent au 31 décembre 2023 des engagements hors bilan réciproques qui sont composés de ventes à terme pour 370 901 K€ et d'achats à terme pour 171 165 K€.

NOTE 10 – COMPTE DE RESULTAT**Produits**

Répartition du chiffre d'affaires par secteurs d'activité :

En k€

Secteur d'activité	2023	2022	2021
Activités Telecom	530 327	640 610	704 451
Activités Observation Exploration Navigation	876 137	878 722	794 568
Activités Autres	2 324	1 657	6 958
TOTAUX	1 408 787	1 520 989	1 505 977

En k€

Zone géographique (*)	2023	2022	2021
France	220 569	240 365	310 559
Union Européenne	923 138	944 834	839 671
Amérique du Nord	82 073	149 829	135 415
Autres exports	183 006	185 962	220 332
TOTAUX	1 408 787	1 520 989	1 505 977

(*) Clients Directs

Les postes de transfert de charges sont détaillés ci-dessous :

En k€	2023	2022	2021
Indemnités d'assurance	1 412	204	58
Exploitation origine 60 (achats)	4	1	23
Exploitation origine 61 (sous traitance)	111	237	132
Exploitation origine 62 (honoraires)	49	79	1 581
Exploitation origine 63 (taxes sur salaires)	21	5	7
Exploitation origine 64 (masse salariale et charges)	3 469	4 738	8 637
TRANSFERTS DE CHARGES	5 066	5 264	10 438

Charges

Les achats peuvent être ventilés comme suit

En k€

DESCRIPTION	2023	2022	2021
Achats de prestations entièrement confiées à des tiers	573 532	583 546	487 515
Autres sous-traitances	149 247	158 929	95 165
Autres achats de production et divers	16 781	15 472	9 602
TOTAUX	739 560	757 947	592 282

Les effectifs inscrits au 31 décembre sont les suivants :

DESCRIPTION	2023	2022	2021
Cadres	3 674	3 684	3 539
Employés et techniciens	1 064	1 092	1 049
Ouvriers	100	100	92
TOTAUX	4 838	4 876	4 680

Ces effectifs comprennent les CDI, CDD, contrats d'apprentissage et de professionnalisation.

Résultat financier

En k€	2023	2022	2021
Dividendes reçus	5 720	8 198	2 993
Intérêts reçus	16 698	6 391	2 406
Intérêts versés	(27 695)	(13 588)	(6 356)
Actualisation paiements différés	2 664	1 726	438
Gain de change	82	843	124
Perte de change	(598)	(2 784)	(2 375)
Provision IDR, MDT, Sem CP (Impact financier)	(14 461)	27 671	5 978
Provision risque perte de change	(76)	(14)	95
Autres	(9 862)	(6 589)	(4 070)
Provisions sur titres	-	(38 499)	(26 501)
Résultat financier	(27 528)	(16 645)	(27 288)

En 2022 la société a effectué un apport en capital de 40 M€ à sa filiale Thales Alenia Space Belgique, la provision pour dépréciation titre (impact résultat financier) a été doté simultanément. Il y a une reprise de 1,5 Me de dépréciation sur titres CNIM Airspace suite à cession des titres.

En 2021, dotation de provision de 25 M€ suite à augmentation de capital à Thales Alenia Space Belgique, et dotation de 1,5 M€ de dépréciation sur titres CNIM Airspace en prévision de cession des titres à l'euro symbolique.

Résultat exceptionnel

En k€	2023	2022	2021
Restructuration	(1 316)	(1 641)	(3 818)
+/- value cession d'autres éléments d'actif	(26)	(167)	(94)
Provision Risque Filiale	-	-	57 139
Provision CIR	570	-	-
Autres résultat exceptionnel	-	(4 997)	-
Résultat exceptionnel	(772)	(8 308)	53 228

En 2021 : reprise de la provision risque sur la filiale Thales Alenia Space Belgique.

Résultats et capitaux propres corrigés des incidences fiscales

En l'absence de provisions réglementées et d'impôt différé passif supérieur à l'impôt différé actif provenant des décalages temporaires entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges, aucune correction ne doit être apportée au résultat de l'exercice ni aux capitaux propres.

Impôts sur le résultat et déficit reportable

Thales Alenia Space France S.A.S supporte la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration fiscale ; cette charge est donc calculée sur son résultat fiscal propre après imputation de tous leurs déficits antérieurs. Les crédits d'impôts sont reconnus comme en absence d'intégration fiscale. Les montants dus ou à recevoir sont pris en compte dans le calcul global de l'intégration fiscale par Thales Alenia Space S.A.S. qui est seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû par le groupe d'intégration.

La charge d'impôt sur les bénéfices comprend un montant d'impôt sur les sociétés de 0 k€, résultant d'un résultat fiscal négatif en 2023, et des crédits d'impôts de -31 M€ dont principalement le crédit impôt recherche.

Le montant des déficits reportables au sens de l'intégration fiscale s'élève à 243 288 k€ à fin 2023.

Rémunération des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2023 est de 449 k€ :

- 370 k€ au titre contrôle légal des comptes de l'exercice 2023 (incluant les frais et taxes)
- 79 k€ au titre de l'audit Rapports de Dépenses contrôlées

FIN DU DOCUMENT

Certifié conforme à l'original

Edmond RICARD

Président Juridique & Contrats



Ricard

Thales Alenia Space France

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels



Thales Alenia Space France

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société Thales Alenia Space France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Thales Alenia Space France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Contrat de longue durée

Votre société constate les résultats sur ses contrats de longue durée selon les modalités décrites dans la note 1 « Principes comptables mis en œuvre », paragraphe 9 « Contrats de longue durée » de l'annexe aux comptes annuels. Ces résultats sont notamment dépendants des estimations à terminaison réalisées par les chargés d'affaires dans le cadre des procédures internes en vigueur au sein de votre société.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, et dans le cadre de l'application des procédures d'approbation des estimations en vigueur au sein de votre société, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces évaluations des résultats à terminaison des contrats, à revoir les calculs effectués par votre société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

■ Immobilisations financières

Dans le cadre habituel de l'arrêté des comptes, votre société procède à des estimations de la valeur d'utilité des immobilisations financières décrites dans la note 1 « Principes comptables mis en œuvre », paragraphe 5 « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à apprécier les hypothèses retenues pour valoriser ces immobilisations financières et à revoir les montants des provisions comptabilisées.

■ Immobilisations incorporelles

Dans le cadre habituel de l'arrêté des comptes, votre société procède à des estimations de la valeur d'utilité des immobilisations financières décrites dans la note 1 « Principes comptables mis en œuvre », paragraphe 2 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels.

Votre société réalise un test de valeur du fonds de commerce. Ce résultat est notamment dépendant des prévisions de résultat et de flux de trésorerie dans le cadre des procédures internes en vigueur au sein de votre société.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, et dans le cadre de l'application des procédures d'approbation des prévisions en vigueur au sein de votre société, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces prévisions.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.



Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 28 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Vincent Gauthier

Thales Alenia Space France s.a.s.

**Comptes sociaux
et annexes aux états financiers**

31.12.2023

THALES

All rights reserved. 2024 Thales Alenia Space

TABLE DES MATIERES

BILAN – ACTIF	3
BILAN – PASSIF	4
COMPTE DE RESULTAT	5
ANNEXE	7
Faits majeurs	7
Evènements importants intervenus après la clôture de l'exercice	8
Note 1 – Principes comptables mis en œuvre.....	8
Note 2 – Comparabilité des comptes annuels.....	11
Note 3 – Relations intra-Groupe	11
Note 4 – Actif immobilisé.....	12
Note 5 - Actif circulant	15
Note 6 – Capitaux propres	16
Note 7 – Provisions pour risques et charges	17
Note 8 - Dettes	19
Note 9 – Engagements hors bilan.....	20
Note 10 – Compte de résultat.....	21

BILAN – ACTIF

En k€

LIBELLES	31.12.2023			31.12.2022
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	
Immobilisations incorporelles				
Brevets, Licences, marques	137 429	123 597	13 832	14 280
Fond commercial	1 487 938	745 926	742 012	742 012
Immobilisations corporelles				
Terrains	9 784	5 421	4 362	4 433
Constructions	295 797	221 826	73 971	76 581
Inst. Tech, matériel, Outil Industriel	237 609	179 190	58 419	50 353
Autres immobilisations corporelles	40 330	34 112	6 219	7 108
Immobilisations corporelles en cours	33 394	-	33 394	24 217
Avances/comptes sur immobilisations corporelles	201	-	201	305
Immobilisations financières				
Participations	179 419	153 027	26 392	26 392
Créances rattachées à des participations	856	856	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	92	-	92	107
TOTAL DES VALEURS IMMOBILISEES	2 422 851	1 483 956	958 895	945 788
Stocks	267 544	46 132	221 413	123 615
Avances et acomptes versés sur commandes	99 031	-	99 031	78 196
Créances d'exploitation ⁽¹⁾				
Créances clients et comptes rattachés	2 314 757	315	2 314 442	2 896 644
Créances diverses	213 258	-	213 258	200 879
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	400	-	400	335
Charges constatées d'avance	12 060	-	12 060	4 688
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 907 052	46 447	2 860 605	3 304 358
Ecart de conversion - Actif	51 681	-	51 681	42 244
TOTAL GENERAL	5 381 584	1 510 403	3 871 181	4 292 390
<i>(1) dont à plus d'un an</i>			<i>106 464</i>	<i>108 362</i>

BILAN – PASSIF

En k€

LIBELLES	31.12.2023	31.12.2022
	Avant répartition	Avant répartition
Capital	905 746	905 746
Prime d'émission	-	-
Prime d'apport	-	-
Ecart de réévaluation	(19 064)	(19 064)
Réserves		
Réserve légale	48 498	48 498
Réserve statutaire	-	-
Réserves réglementées	-	-
Réserve libre	-	-
Report à nouveau	(6 246)	1 159
Résultat de l'exercice	(93 939)	(7 405)
Subventions d'investissement	3 472	3 398
TOTAL CAPITAUX PROPRES	838 468	932 333
Provisions pour risques	124 931	85 271
Provisions pour charges	185 551	163 241
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	310 483	248 512
Dettes financières ⁽¹⁾		
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	202 354	106 176
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 684 060	2 312 263
Dettes d'exploitation ⁽¹⁾		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	350 965	227 933
Dettes fiscales et sociales	209 276	206 821
Dettes diverses ⁽¹⁾		
Dettes sur immobilisations	6 066	1 670
Autres dettes diverses	4 543	7 275
Instrument de trésorerie	56 921	49 899
Produits constatés d'avance	156 432	157 237
TOTAL PASSIF CIRCULANT	2 670 616	3 069 274
Ecart de conversion - Passif	51 614	42 270
TOTAL GENERAL	3 871 181	4 292 390
<i>(1) dont à plus d'un an</i>	10 209	11 135

COMPTE DE RESULTAT

En k€

LIBELLES	2023	2022
Biens et services vendus	1 408 787	1 520 990
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	1 408 787	1 520 990
Production stockée	27 059	9 489
Production immobilisée	23 515	13 782
Subventions d'exploitation	4 307	12 545
Reprises sur provisions pour risques et charges	35 556	36 890
Transferts de charges d'exploitation	5 067	5 265
Autres produits d'exploitation	51 985	56 647
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 556 275	1 655 607
Consommations en provenance des tiers		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	(88 145)	(84 701)
Variation de stock	70 935	19 999
Achats de sous-traitances	(722 779)	(742 474)
Achats non stockés de matières et fournitures	(16 781)	(15 472)
Services extérieurs	(199 172)	(205 904)
Impôts, taxes et versements assimilés		
Impôts et taxes sur rémunérations	(7 408)	(6 886)
Autres impôts et taxes	(10 452)	(11 797)
Charges de personnel		
Salaires et traitements	(350 769)	(329 673)
Charges sociales	(167 660)	(156 467)
Dotations aux amortissements	(30 732)	(33 179)
Dotations aux provisions pour dépréciation d'actifs	(5 815)	(7 870)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(79 972)	(37 005)
Autres charges d'exploitation	(44 340)	(57 167)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	(1 653 090)	(1 668 596)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(96 815)	(12 989)

En k€

LIBELLES	2023	2022
Dividendes reçus	5 720	8 198
Intérêts et autres produits financiers	19 362	8 117
Reprises sur provisions et transferts de charges	808	45 891
Différences positives de change	82	843
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	25 972	63 049
Dotations aux provisions pour risques et charges financières	(15 345)	(51 736)
Intérêts et charges assimilées	(37 558)	(25 174)
Différences négatives de change	(598)	(2 784)
Charges nettes de cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL CHARGES FINANCIERES	(53 501)	(79 694)
RESULTAT FINANCIER	(27 528)	(16 645)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	95
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	-
Reprises de provision et transferts de charges	3 788	2 884
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 788	2 979
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(3 234)	(4 646)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	(6 498)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	(1 326)	(141)
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	(4 561)	(11 285)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(772)	(8 306)
Participation	-	-
Impôts sur les bénéfices	31 177	30 535
BENEFICE (PERTE)	(93 939)	(7 405)

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS APRES LA CLOTURE DE L'EXERCICE

L'activité spatiale bénéficie de perspectives de croissance favorables dans l'essentiel de ses activités notamment l'observation, l'exploration, la navigation, les télécommunications militaires ainsi que les services. Cependant, l'activité des télécommunications commerciales est confrontée à une situation perturbée du fait d'une demande structurellement plus faible. C'est pourquoi le Groupe a annoncé début mars un projet d'adaptation de Thales Alenia Space, concernant 1 300 postes, dont 1 000 en France, qui seront redéployés au sein du Groupe, et ce, sans départ contraint. Ce redéploiement se fera sur les années 2024 et 2025 en concertation avec les instances représentatives des salariés.

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES MIS EN ŒUVRE

Les comptes annuels sont désormais établis suivant les normes issues du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 et de ses règlements modificatifs.

En matière de comptabilisation et d'évaluation des actifs, la société applique depuis janvier 2005 les dispositions du Conseil National de la Comptabilité.

Monnaie de tenue de la comptabilité

L'unité monétaire de tenue de la comptabilité et de présentation des documents légaux est l'EURO.

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont pris directement en charges dans les comptes de l'exercice au cours duquel ils sont exposés. Il en est de même des frais de recherche et de développement qui ne sont pas immobilisés.

Les logiciels d'application achetés sont immobilisés et amortis sur une durée d'un an, les logiciels de faible montant étant enregistrés en charges de l'exercice.

Le fonds de commerce n'est pas amorti. Chaque année ou lorsque des événements indiquent une perte de valeur, un test de dépréciation est réalisé selon la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur nette comptable du fonds de commerce s'avère supérieure aux flux futurs de trésorerie actualisés. La méthode alternative consiste à comparer la situation nette de l'entité détenue à valeur comptable nette des titres dans la société détentrice, et de déprécier si la situation nette est inférieure à la valeur comptable des titres.

Activation des dépenses de recherche et développement

Il n'y a pas d'activation de dépenses de Recherche & Développement. Les frais de recherche et développement autofinancés, relatifs soit à des projets propres à l'entreprise, soit à des contrats portant sur le développement de produits stratégiques pour la société, sont comptabilisés en charges sur l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur le mode linéaire, sur la base des durées suivantes :

- Constructions :
 - bâtiments administratifs 20 à 40 ans
 - bâtiments industriels 20 à 40 ans
- Installations générales et techniques 10 à 20 ans
- Agencement et aménagements 5 à 15 ans
- Machines à commande numérique 5 à 10 ans
- Informatique technique et de gestion 3 à 5 ans
- Appareils de mesure 5 à 10 ans
- Matériels administratifs et sociaux 3 à 5 ans
- Mobilier 5 à 10 ans

Immobilisations financières

La valeur brute des participations est constituée du coût d'achat des titres hors frais accessoires. Les titres acquis en devises sont enregistrés au prix d'acquisition converti en euros au cours du jour de l'opération ou au cours de couverture.

Des provisions pour dépréciation et/ou pour risques sont constituées, le cas échéant, à hauteur de la différence négative constatée entre la valeur d'usage et la valeur brute des titres détenus.

La Société applique une approche multicritère afin de déterminer la valeur d'usage fondée notamment sur les procédures suivantes : calcul de la quote-part de l'actif net, actualisation des cash-flows futurs, revue des prévisions budgétaires et des perspectives de développement. La provision est ainsi imputée à la rubrique « Participations » à due concurrence du coût d'acquisition puis, si applicable, à la rubrique « Créances diverses » à l'actif du bilan. Si une participation se trouve dans une situation de passif net, une dotation de « Provision pour risques » au passif du bilan est faite.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute des titres de placement est constituée du coût d'achat des titres hors frais accessoires. Les titres acquis en devises sont enregistrés au prix d'acquisition converti en euros au cours du jour de l'opération ou au cours de couverture.

La valeur des titres est évaluée à chaque clôture au prix des marchés financiers. Les titres acquis en devises sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois. Lorsque la valeur des titres est inférieure au coût d'achat, une provision pour dépréciation est constatée.

Stocks et travaux en cours

Les stocks d'articles génériques non affectés à une affaire sont évalués au coût d'achat moyen pondéré.

Les travaux en cours sont évalués au coût de production limité à la valeur probable de réalisation. Toute perte probable sur les contrats à long terme en carnet à la clôture est provisionnée intégralement dès qu'elle est connue.

Les frais généraux (commerciaux, administratifs et financiers), ainsi que les frais de recherche et de développement ne faisant pas l'objet d'une commande client, sont directement pris en charge dans l'exercice.

Créances clients

Les créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les transactions libellées en devises sont converties en euros au taux de change des couvertures en place et sont enregistrées en résultat d'exploitation.

Les gains et pertes de change réalisés sont inscrits en résultat financier lors de l'enregistrement des encaissements ou des décaissements.

En fin d'exercice, les créances libellées en devises sont converties au taux de change de clôture et les écarts constatés entre le cours historique de l'enregistrement et le cours de clôture sont comptabilisés en écart de conversion, les pertes latentes faisant l'objet d'une provision pour risques et charges.

Contrats de longue durée

A l'occasion de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018 de la norme IFRS15 relative à la reconnaissance du revenu, le Groupe Thales a été amené à redéfinir, pour ses comptes consolidés, les modalités de mesure de l'avancement de ses contrats. Au regard des critères de comptabilisation selon la norme IFRS15, il a été conclu que la mesure de l'avancement en fonction des coûts encourus pour exécuter les contrats reflétait de manière plus pertinente la progression des travaux réalisés.

Compte tenu des lourdes contraintes opérationnelles qu'exigerait le suivi du chiffre d'affaires selon plusieurs modes d'avancement et du risque de manque de fiabilité d'une comptabilisation déconnectée des systèmes de gestion, le Groupe a décidé de modifier en 2018 dans les comptes sociaux les modalités de reconnaissance des produits générés par ses contrats, en appliquant la méthode de l'avancement mesuré par les coûts, en substitution des modalités actuelles de l'avancement.

Ce changement de mesure de l'avancement dans les comptes statutaires est qualifié, comptablement, de « changement d'estimation ». Une nouvelle estimation a vocation à s'appliquer de manière prospective c'est-à-dire

à tous les contrats futurs et en cours à la clôture, mais reste sans impact sur les exercices antérieurs. En conséquence, l'effet de ce changement impacte le chiffre d'affaires et le résultat de l'exercice de transition soit 2018.

Les produits d'une vente de biens sont comptabilisés lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété des biens.

Les produits relatifs à une prestation de service sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la prestation.

Les produits et les charges des contrats de longue durée sont enregistrés selon la méthode de l'avancement des dépenses. Toutefois lorsque l'avancement des dépenses et l'avancement basé sur des dates contractuelles de transfert de propriété ne présentent pas de décalage significatif, l'avancement retenu est celui des clauses contractuelles de transfert de propriété.

Les provisions pour risques et charges sont enregistrées en fonction du pourcentage d'avancement des contrats concernés, à l'exception des provisions pour pertes à terminaison qui sont intégralement constatées dès leur origine.

Toute perte probable sur contrat en cours ou en carnet est provisionnée intégralement dès qu'elle est connue.

L'estimation des travaux restant à effectuer sur les contrats ne tient compte des produits résultats des réclamations présentées que lorsque celles-ci sont acceptées par le client.

Les frais généraux, commerciaux et administratifs sont directement pris en charge dans l'exercice.

Factures à établir : l'excédent de chiffre d'affaires comptabilisé par rapport au montant facturé au client selon les termes du contrat est inscrit au poste « Créances clients et comptes rattachés ».

Produits constatés d'avance : le surplus de chiffre d'affaires reconnu par la facturation client par rapport au niveau de reconnaissance du chiffre d'affaires calculé à l'avancement par les coûts se trouve au poste « produits constatés d'avance »

Avances et acomptes reçus : les avances et acomptes reçus dans le cadre des contrats long terme sont inscrits au poste « Avances et acomptes reçus ».

Pénalités : lorsque le contrat prévoit des pénalités de retard, TASF intègre dans les coûts à terminaison ces pénalités dès lors qu'elle estime probable leur application par le client.

Les pertes à terminaison couvrent les pertes probables sur contrats en carnet de commandes. Elles sont constituées lors de l'exercice au cours duquel la perte est devenue prévisible, pour la totalité de celle-ci.

Comptabilisation des opérations en devises

A compter du 1^{er} janvier 2017, les principes comptables relatifs aux instruments financiers à terme évoluent, conformément au règlement ANC n°2015-05 du 2 juillet 2015. L'impact du changement de méthode comptable n'est pas significatif et correspond à la modification du mode de comptabilisation du report déport.

Afin de couvrir l'exposition au risque de change induite par ses engagements commerciaux en devises, la société Thales Alenia Space France utilise des dérivés, dans le cadre de la convention de trésorerie conclue avec la société Thales SA. Les instruments de couvertures accordés par Thales SA correspondent principalement à des achats et/ou ventes à termes de devises. Des options de change peuvent également être utilisées. Les swaps de change permettent d'ajuster les échéances des flux entre instruments dérivés et éléments couverts.

Le résultat de ces dérivés, basé sur le cours comptant, est comptabilisé symétriquement à l'élément couvert, dans le même poste du compte de résultat.

Lorsque la maturité des dérivés n'est pas alignée avec le calendrier des flux couverts, les résultats réalisés sur les dérivés, basés sur le cours comptant, sont stockés dans un compte d'attente au bilan, et recyclés symétriquement au risque couvert.

Au bilan, les écarts de conversion générés par la revalorisation des dérivés en couverture sont constatés symétriquement aux écarts de conversion nés de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture.

Le résultat de ces dérivés, basé sur le cours comptant, est comptabilisé symétriquement à l'élément couvert, dans le même poste du compte de résultat. Lorsque la maturité des dérivés n'est pas alignée avec le calendrier des flux

couverts, les résultats réalisés sur les dérivés, basés sur le cours comptant, sont stockés dans un compte d'attente au bilan, et recyclés symétriquement au risque couvert.

Au bilan, les écarts de conversion générés par la revalorisation des dérivés en couverture sont constatés symétriquement aux écarts de conversion nés de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture

Les transactions en devises sont enregistrées selon le cas pour leur contre-valeur au cours de la transaction ou au cours de couverture.

Les écarts de change défavorables sur dettes et créances en devises non couvertes par un instrument financier font l'objet de provisions pour pertes de change.

Fait générateur du chiffre d'affaires hors contrats de longue durée

Le fait générateur du chiffre d'affaires sur les contrats autres que de longue durée résulte, selon les types de contrat, soit de la constatation par le client de l'avancement des principales phases du contrat, soit de leur réception.

Rémunération des organes de direction

La rémunération des organes de Direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à indiquer une rémunération individuelle.

NOTE 2 – COMPARABILITE DES COMPTES ANNUELS

Les comptes présentés au titre de l'exercice 2023 sont comparables à ceux présentés au titre de l'exercice 2022 dans leurs méthodes d'établissement.

NOTE 3 – RELATIONS INTRA-GROUPE

Les comptes de la société sont consolidés par intégration globale dans les comptes consolidés du groupe Thales. Les comptes sont consolidés selon l'"equity method" dans les comptes de Leonardo.

La société est entrée en 2006 dans l'intégration fiscale de Thales Alenia Space.

Par ailleurs, la Trésorerie de la société est intégrée à la Trésorerie Centralisée du groupe Thales qui prête les fonds nécessaires au financement de l'activité.

NOTE 4 – ACTIF IMMOBILISE**Etat de l'actif immobilisé**

Le poste « immobilisations » se décompose comme suit :

En k€

RUBRIQUES	Au 31.12.2022	Reclassements	Acquisitions	Cessions rebuts	Au 31.12.2023
Brevets - Licences	133 315	7 824	93	(3 803)	137 429
Fonds commerciaux	1 487 938	-	-	-	1 487 938
Immobilisations incorporelles	1 621 254	7 824	93	(3 803)	1 625 368
Terrains	9 789	-	-	(5)	9 784
Constructions	291 953	5 518	392	(2 066)	295 797
Inst. Industrielles	227 631	17 315	1 793	(9 130)	237 609
Autres	38 921	1 268	604	(461)	40 330
En Cours	24 217	(31 819)	40 996	-	33 394
Avances sur fournisseurs d'immobilisations	305	(104)	-	-	201
Immobilisations corporelles	592 817	(7 824)	43 785	(11 662)	617 115
Participations	179 419	-	-	-	179 419
Créances rattachées	856	-	-	-	856
Prêts	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières (1)	107	-	22	(37)	92
Immobilisations financières	180 382	-	22	(37)	180 368
TOTAL GENERAL	2 394 453	()	43 900	(15 502)	2 422 851

(1) y compris dépôts et cautionnements (la colonne "Cessions" correspondant alors aux remboursements)

Reclassement = Virament de poste à poste

Etat des amortissements

Les variations ayant affecté au cours de l'exercice les amortissements des immobilisations, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

En k€

RUBRIQUES	Au 31.12.2022	Reclassements	Dotations	Cessions rebuts	Au 31.12.2023
Brevets - Licences	119 035	-	8 366	(3 803)	123 597
Immobilisations incorporelles	119 035	-	8 366	(3 803)	123 597
Terrains	5 356	-	71	(5)	5 421
Constructions	215 373	-	8 510	(2 057)	221 826
Inst. Industrielles	177 279	-	11 025	(9 114)	179 190
Autres	31 814	-	2 759	(461)	34 112
Immobilisations corporelles	429 821	-	22 366	(11 637)	440 550
TOTAL GENERAL	548 856	-	30 732	(15 440)	564 147

Reclassement = Virament de poste à poste

Tableaux des filiales et participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Quote-part de capital détenue	Valeur comptable des titres		Capitaux propres du dernier exercice cios hors résultat	Résultat du dernier exercice cios	Chiffres d'affaires du dernier exercice cios	Créances et comptes rattachés	Dividendes distribués
		Brute	Nette					
Filiales en France (néant)								
Filiales à l'étranger								
THALES ALENIA SPACE BELGIUM (2023 draft, k€)	100,00%	143 003	0	52 542	(13 350)	69 884	63 509	0
THALES ALENIA SPACE ESPANA (2023, k€)	100,00%	24 396	24 396	7 989	8 896	89 732	37 321	5 720
Participations en France								
PYYALIS sas (2022, k€)	15,53%	1 870	1 870	5 124	208	6 356	2 225	0
SEMECCCEL (La Cité de l'Espace) (2022, k€)	4,55%	126	126	4 589	408	11 960	655	0
Participations à l'étranger								
ESNIS GmbH * (en liquidation, 2021 signé, k€) Allemagne	18,94%	50	0	0	5	0	3 204	0
RASCOMSTAR OAF (unaudited 2023, KUSD @ 1,0666 USD / 1 EUR), Ile Maurice	12,36%	9 012	0	(374 080)	(56 339)	2 751	529	0
UST : Universum Space Technologies, (2021, KRUB @ 91,129 RUB / 1 EUR), Russie	40,00%	963	0	1 925	(114)	0	0,66	0

* dont créances sur participations consentie à Esnis GmbH (Allemagne) et Esnis Spa (Italie) : 795 k€ à fin 2020.

Par ailleurs les dettes et créances commerciales ainsi que les charges et produits financiers vis à vis des entreprises liées (liens capitalistique et groupes actionnaires) sont les suivants :

En k€

ENTREPRISES LIEES AU 31/12/2023	CREANCES	DETTES	CHARGES FINANCIERES	PRODUITS FINANCIERS
Thales Groupe	100	4 633	(15 218)	3 695
Leonardo SPA	-	3 682	(2 773)	-
Thales Alenia Space SAS	157	2 521	(544)	4 994
Thales Alenia Space BELGIUM	423	22 243	(5)	3 273
Thales Alenia Space ESPANA	2 445	3 420	(681)	35
RASCOMSTAR	-	-	-	-
PYXALIS	-	156	-	-
TOTAL	3 125	38 658	(19 221)	11 997

NOTE 5 - ACTIF CIRCULANT

Créances

Les créances commerciales qui constituent l'essentiel de l'actif circulant (à l'exception des avances et acomptes versés sur commandes) comprennent des différés de paiement consentis aux clients et dont l'échéance est supérieure à un an. Si nécessaire, les risques de non recouvrement donnent lieu à la constatation d'une dépréciation des créances concernées.

En k€

CREANCES AU 31.12.23 (1)	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Clients et comptes rattachés *	2 314 757	2 300 457	14 300
Personnel et comptes rattachés	770	770	-
Etat	23 205	23 205	-
Groupe **	184 843	92 812	92 031
Débiteurs divers	4 260	4 260	-
TOTAUX	2 527 835	2 421 503	106 332

(1) Hors provisions pour dépréciations

* Le poste clients et comptes rattachés comprend :

- ✓ **2 203 673 k€ de factures à établir**, dont
 - 1 908 497 k€ de factures à établir.
 - 7 559 k€ de pénalités précomptées
 - 287 617 k€ d'effets à recevoir
- ✓ **111 084 k€ de créances sur factures émises** qui se décomposent comme suit :
 - 110 892 k€ de créances clients (échancier ci-dessous),
 - 192 k€ de réévaluation des créances

* Le poste Groupe comprend le compte courant Thales Alenia Space sas pour un montant de 120 030 k€ dont 118 937 k€ de crédits d'impôt recherche restant à percevoir.

En k€

Créances clients au 31/12/2023, en k€	Etranger HG	France HG	Groupes TAS	Entités Thales	Total
échéances postérieures au 31/12/2023	27 102	13 089	14 494	9 608	64 293
échéances du 01/12/2023 au 31/12/2023	18 497	4 088	784	3 127	26 496
échéances du 01/10/2023 au 30/11/2023	1 920	7 084	335	3 148	12 488
échéances antérieures au 01/10/2023 mais en 2023	839	995	421	1 360	3 615
échéances antérieures à 2023	2 037	1 091	190	682	4 000
TOTAUX	50 396	26 347	16 224	17 925	110 892

Stocks et travaux en cours

Cette rubrique inclut :

- d'une part, un stock d'articles génériques achetés ou à un stade de transformation limitée, pour lesquels l'affectation à une affaire n'est pas encore intervenue.
- d'autre part, les coûts supportés sur les affaires en cours, minorés du coût de revient des ventes enregistré à l'avancement.

En k€

VALEUR BRUTE	Au 31.12.23	Au 31.12.22	Variations
Stocks	174 517	124 727	49 790
Travaux en cours	76 283	35 243	41 040
Produits intermédiaires et finis	16 745	9 582	7 164
TOTAUX	267 544	169 551	97 993

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont composées comme suit :

- des frais imputés sur programmes et centres de d'analyse pour 11 907 k€
- des agios liés à l'escompte d'effets clients pour 153 k€

NOTE 6 – CAPITAUX PROPRES

Les variations ayant affecté les capitaux propres depuis le 31.12.2022 sont mises en évidence dans le tableau ci-après :

En k€	Capitaux Propres au 31.12.2022	Affectation du Résultat 2022 et autres variations 2023	Distribution de dividendes	Résultat Exercice 2023	Capitaux Propres au 31.12.2023 avant affectation
Capital (60 383 093 actions de 15€)	905 746	-	-	-	905 746
Prime d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	(19 064)	-	-	-	(19 064)
Réserve légale	48 498	-	-	-	48 498
Réserve statutaire	-	-	-	-	-
Réserve indisponible Euro	-	-	-	-	-
Réserve libre	-	-	-	-	-
Report à nouveau	1 159	(7 405)	-	-	(6 246)
Résultat de l'exercice	(7 405)	7 405	-	(93 939)	(93 939)
Subventions d'investissements	3 398	73	-	-	3 472
CAPITAUX PROPRES	932 333	73	-	(93 939)	838 468

NOTE 7 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

L'activité de la société se caractérise par le niveau élevé des risques et la complexité des contrats. De ce fait, l'évaluation des provisions liées à certains contrats peut comporter une part d'appréciation et d'incertitude.

En k€

RUBRIQUES	Au 31.12.22	Dotations	Reprises utilisées	Reprises sans objet	Au 31.12.23
Pertes de change	17	93	-	(17)	93
Pénalités sur marchés	3 367	12 420	(424)	(2 722)	12 641
Autres risques d'exploitation	62 523	19 538	(13 491)	(1 392)	67 178
Départs en retraite et autres avantages à long terme (1)	145 543	24 479	(12 504)	-	157 517
Travaux restant à effectuer	30 438	13 423	-	-	43 861
Perte à terminaison	2 037	25 365	(335)	-	27 066
Restructurations	2 368	1 326	(3 219)	-	476
Provision impôts	2 220	-	(570)	-	1 650
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	248 512	96 644	(30 542)	(4 131)	310 483

(1) Échéance des provisions à moyen et long terme. Les autres éléments seront réalisables dans l'année qui suit.

Autres provisions pour risques et charges

Elles sont constituées au cas par cas à hauteur des risques encourus ou des charges estimées que des événements intervenus rendent probables.

Indemnités de départ en retraite et autres avantages à long terme

Le financement des retraites repose essentiellement sur des régimes de sécurité sociale de base (Sécurité sociale, régimes complémentaires obligatoires tels que l'ARRCO, l'AGIRC, ...) pour lesquels la charge de l'entreprise se limite aux cotisations versées. Celles-ci sont enregistrées dans l'exercice où elles sont encourues.

Dans le cadre de l'accord sur les dispositions sociales applicables aux salariés français du Groupe Thales (accord du 23 novembre 2006, et avenant 6 du 31 mars 2011), la société accorde à ses salariés des indemnités de fin de carrière ainsi que d'autres avantages à long terme (médailles du travail et semaine exceptionnelle de congés payés l'année où le salarié atteint ses 35 ans d'ancienneté dans le Groupe).

Conformément aux dispositions de la recommandation ANC 2013-02, ces avantages qualifiés de régimes à prestations définies, sont provisionnés dans les comptes sur la base d'une évaluation actuarielle, selon la méthode des unités de crédit projetées et en prenant en compte les évolutions de salaire. Cette méthode, qui consiste à évaluer, pour chaque salarié, la valeur actuelle des avantages auxquels ses états de service lui donneront droit à la date prévue, intègre des hypothèses d'actualisation financière, d'inflation, de mortalité, de rotation du personnel...

A la fin de 2018, la société a rejoint le CET Groupe Thales qui inclut une composante d'abondement quand le salarié opte de convertir son solde d'IDR en CET dans certaines conditions. Cet élément de risque est désormais incorporé à la PIDR.

La société comptabilise ces régimes selon les modalités suivantes :

- Le coût des services rendus, représentatif de l'accroissement de l'engagement sur l'exercice, est enregistré en résultat d'exploitation ;
- La charge de d'actualisation de l'engagement net, ainsi que les gains et pertes actuarielles résultant de l'incidence des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur l'engagement net, sont enregistrés en résultat financier.
- L'incidence des modifications de régimes issues de renégociations des avantages accordés affecte le résultat exceptionnel.

Les reprises pour utilisations de prestations payées par l'employeur concernant la PIDR et la MDT de 2022 s'élèvent à 10 244 k€

IFRIC - IAS19 (mai 2021)

En mai 2021, le comité d'interprétation des normes IFRS (IFRS IC) a publié une décision relative à la répartition du coût des services associés à un régime à prestations définies ayant les caractéristiques suivantes :

- l'acquisition définitive des avantages est conditionnée à la présence dans l'entreprise au moment du départ à la retraite ;
- le montant des avantages dépend de l'ancienneté; et

- ce montant est plafonné à un nombre déterminé d'années de services consécutives.

L'application de cette décision conduit à répartir les droits projetés, non pas sur la durée de présence des salariés dans l'entreprise, mais sur les dernières années d'acquisition des droits, en tenant compte le cas échéant des paliers d'acquisition.

En France, l'Autorité des Normes Comptables a parallèlement modifié la recommandation ANC n° 2013-02 afin d'y introduire cette méthode comptable. L'impact (un allègement de 6 M€) a été enregistré dans le compte de résultat de la période, en diminution des dotations, c'est-à-dire en diminution des charges de personnel.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour la détermination des engagements sont les suivantes :

	2023	2022
Taux d'actualisation	3,12%	3,71%
Taux d'inflation	2,22%	2,35%
Taux moyen d'augmentation des salaires	3,93%	3,94%

Médailles du travail

La recommandation n°2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité excluant explicitement les médailles du travail (gratifications accordées aux salariés en fonction de leur ancienneté) de la définition des avantages similaires aux pensions et indemnités de départ à la retraite, celles-ci ont été provisionnées à partir du 1^{er} janvier 2003 en provisions pour risques et charges.

Semaine exceptionnelle de congés

La société a comptabilisé pour la première fois en 2007 une provision pour semaine exceptionnelle de congés, en appliquant la convention adoptée par le Groupe Thales en France.

Pertes à terminalison sur contrats de longue durée

Ces provisions couvrent les pertes probables sur contrats en carnet de commandes. Elles sont constituées lors de l'exercice au cours duquel la perte est devenue prévisible, pour la totalité de celle-ci.

Tableau des provisions pour dépréciation d'actifs

En k€

RUBRIQUES	Au 31.12.22	Dotations	Reprises utilisées	Reprises sans objet	Au 31.12.23
Stocks	17 768	1 914	(2 005)	-	17 677
Travaux en cours	23 246	2 976	(1 616)	(110)	24 496
Produits intermédiaires et finis	4 922	493	(1 457)	-	3 959
Créances d'exploitation	175	431	(291)	-	315
Dépréciations d'actifs circulants	46 112	5 815	(5 369)	(110)	46 447
Fonds de commerce (1)	745 926	-	-	-	745 926
Dépréciations d'actifs immobilisés	745 926	-	-	-	745 926
Participations	153 027	-	-	-	153 027
Valeurs mob. de placement	-	-	-	-	-
Créances rattachées	856	-	-	-	856
Dépréciations d'immobilisations financières	153 883	-	-	-	153 883
TOTAL DEPRECIATIONS D'ACTIFS	945 920	5 815	(5 369)	(110)	946 256

(1) Le fonds de commerce fait l'objet d'une provision pour dépréciation d'un montant de 745 926 k€ évaluée selon les modalités de la Note 1 relative aux principes comptables.

Au total, les impacts en résultat net des provisions pour risques et charges ainsi que des provisions pour dépréciations sont les suivants :

- Exploitation : 50 231 k€
- Financier : 14 537 k€
- Exceptionnel : - 2 462 k€

NOTE 8 - DETTES

Les dettes sont, à l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours et des charges à payer, ventilées par échéance dans le tableau ci-après :

En k€

RUBRIQUES	TOTAL	2024	2025 à 2028	Au delà de 2028
Avances conditionnées	10 209	-	-	10 209
Emprunts & dettes auprès des organismes de crédit	-	-	-	-
Emprunts & dettes financières diverses*	192 146	192 146	-	-
Dettes financières	202 355	192 146	-	10 209
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	163 116	163 116	-	-
Dettes sociales	38 805	38 805	-	-
Dettes fiscales	25 818	25 818	-	-
Autres dettes diverses	1 688 603	1 688 603	-	-
TOTAL	2 118 697	419 885	-	10 209

* Thales Alenia Space France S.A.S. est détenue à 100% par une holding dénommée Thales Alenia Space S.A.S., détenue elle-même à 67% par Thales S.A. Thales Alenia Space France S.A.S. est consolidée à 100% dans ses comptes. Le solde de 33% est détenu par le groupe italien de défense Leonardo Spa. La politique du groupe Thales est de centraliser la trésorerie de toutes ses filiales.

Tous les comptes bancaires (principalement avec SOC GEN pour l'Euro et BNPP pour l'US\$) sont remis à 0 chaque jour via un système de cash-pooling et Thales Alenia Space France n'entretient pas de relations directes avec les banques pour contracter des facilités de crédit, d'emprunt, ou de placement. Les ressources nécessaires ou les excédents de trésorerie sont empruntées à, ou placées, chez Thales S.A. Légalement ces opérations sont régularisées par une convention de crédit signée entre Thales Alenia Space France et Thales S.A., prévoyant des emprunts à court terme jusqu'à 550 M€. L'encours de besoin de financement, ou l'excédent de trésorerie est reflété dans des comptes courants en comptabilité.

La société Thales S.A. cotée à la bourse de Paris, outre des ressources via des émissions obligataires, bénéficie d'une ligne de trésorerie confirmée pour la période 2020-2025 de 1.5 milliard d'Euros auprès de 17 banques françaises et internationales.

Ainsi, pour la division Space, au 31/12/2023, sur le périmètre de Thales Alenia Space France, le solde net des comptes courants fait ressortir une dette de 192 146 k€, incluant les besoins de trésorerie de toutes les entités de la JV Thales Alenia Space (Thales Alenia Space sas, Thales Alenia Space France, Thales Alenia Space Italia, Thales Alenia Space Espagne, Thales Alenia Space Belgique, Thales Alenia Space UK, Thales Alenia Space Suisse, Thales Alenia Space Pologne, Thales Alenia Space Luxembourg). Le « cash-pooling » des comptes courants de Thales Alenia Space Italie via Thales Alenia Space France a été mis en place en juillet 2024.

En terme de financement, la société Thales Alenia Space France bénéficie d'un soutien puissant de ses actionnaires, lui assurant ses besoins de financement à court terme pour son besoin en fonds de roulement, et en cas d'excédent le place chez sa maison mère. Ces encours (besoin de financement ou excédents de trésorerie) sont partagés à concurrence de 33% avec l'autre actionnaire Leonardo. Au 31/12/2023 Thales Alenia Space France a une position d'emprunt de 352 M€ auprès de Thales SA et 99 M€ auprès de Leonardo.

Les autres dettes diverses sont constituées d'avances clients qui seront reprises à l'émission des factures selon le plan de facturation.

Les charges à payer sont rattachées aux postes correspondants (emprunts, fournisseurs, dettes diverses) :

En k€

CHARGES A PAYER	Au 31.12.23	Au 31.12.22
Emprunts & dettes auprès des organismes de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes fournisseurs	193 915	156 137
Dettes fiscales et sociales	144 653	147 795
Dettes fournisseurs d'immobilisations	-	-
TOTAUX	338 568	303 932

NOTE 9 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements donnés et reçus sont détaillés ci-après :

En k€

	Au 31.12.23	Au 31.12.22
ENGAGEMENTS DONNES		
Commerciaux	127 850	354 791
Cessions de créances commerciales	0	0
Autres cautions bancaires	2 385	8 145
Total engagements donnés	130 235	362 936
ENGAGEMENTS RECUS		
Commerciaux	0	0
Total engagements reçus	0	0

Les engagements commerciaux concernent les cautions de soumission et de bonne fin émises au bénéfice de clients dans le cadre de contrats à long terme et les garanties bancaires données ou reçues en contrepartie des avances reçues des clients ou réglées aux fournisseurs.

La société couvre auprès du groupe Thales et de la Coface les risques de change résultant de ses opérations commerciales en devises étrangères. Les instruments financiers le plus souvent utilisés sont des garanties optionnelles sur offres, les contrats d'achat et de vente à terme et, autant que de besoin, des dépôts et avances en devises. Ces instruments financiers comprennent au 31 décembre 2023 des engagements hors bilan réciproques qui sont composés de ventes à terme pour 370 901 K€ et d'achats à terme pour 171 165 K€.

NOTE 10 – COMPTE DE RESULTAT**Produits**

Répartition du chiffre d'affaires par secteurs d'activité :

En k€

Secteur d'activité	2023	2022	2021
Activités Telecom	530 327	640 610	704 451
Activités Observation Exploration Navigation	876 137	878 722	794 568
Activités Autres	2 324	1 657	6 958
TOTAUX	1 408 787	1 520 989	1 505 977

En k€

Zone géographique (*)	2023	2022	2021
France	220 569	240 365	310 559
Union Européenne	923 138	944 834	839 671
Amérique du Nord	82 073	149 829	135 415
Autres exports	183 006	185 962	220 332
TOTAUX	1 408 787	1 520 989	1 505 977

(*) Clients Directs

Les postes de transfert de charges sont détaillés ci-dessous :

Enk€	2023	2022	2021
Indemnités d'assurance	1 412	204	58
Exploitation origine 60 (achats)	4	1	23
Exploitation origine 61 (sous traitance)	111	237	132
Exploitation origine 62 (honoraires)	49	79	1 581
Exploitation origine 63 (taxes sur salaires)	21	5	7
Exploitation origine 64 (masse salariale et charges)	3 469	4 738	8 637
TRANSFERTS DE CHARGES	5 066	5 264	10 438

Charges

Les achats peuvent être ventilés comme suit

En k€

DESCRIPTION	2023	2022	2021
Achats de prestations entièrement confiées à des tiers	573 532	583 546	487 515
Autres sous-traitances	149 247	158 929	95 165
Autres achats de production et divers	16 781	15 472	9 602
TOTAUX	739 560	757 947	592 282

Les effectifs inscrits au 31 décembre sont les suivants :

DESCRIPTION	2023	2022	2021
Cadres	3 674	3 684	3 539
Employés et techniciens	1 064	1 092	1 049
Ouvriers	100	100	92
TOTAUX	4 838	4 876	4 680

Ces effectifs comprennent les CDI, CDD, contrats d'apprentissage et de professionnalisation.

Résultat financier

En k€	2023	2022	2021
Dividendes reçus	5 720	8 198	2 993
Intérêts reçus	16 698	6 391	2 406
Intérêts versés	(27 695)	(13 588)	(6 356)
Actualisation paiements différés	2 664	1 726	438
Gain de change	82	843	124
Perte de change	(598)	(2 784)	(2 375)
Provision IDR, MDT, Sem CP (impact financier)	(14 461)	27 671	5 978
Provision risque perte de change	(76)	(14)	95
Autres	(9 862)	(6 589)	(4 070)
Provisions sur titres	-	(38 499)	(26 501)
Résultat financier	(27 528)	(16 645)	(27 268)

En 2022 la société a effectué un apport en capital de 40 M€ à sa filiale Thales Alenia Space Belgique, la provision pour dépréciation titre (impact résultat financier) a été doté simultanément. Il y a une reprise de 1,5 Me de dépréciation sur titres CNIM Airspace suite à cession des titres.

En 2021, dotation de provision de 25 M€ suite à augmentation de capital à Thales Alenia Space Belgique, et dotation de 1,5 M€ de dépréciation sur titres CNIM Airspace en prévision de cession des titres à l'euro symbolique.

Résultat exceptionnel

En k€	2023	2022	2021
Restructuration	(1 316)	(1 641)	(3 818)
+/- value cession d'autres éléments d'actif	(26)	(167)	(94)
Provision Risque Filiale	-	-	57 139
Provision CIR	570	-	-
Autres résultat exceptionnel	-	(4 997)	-
Résultat exceptionnel	(772)	(8 306)	53 228

En 2021 : reprise de la provision risque sur la filiale Thales Alenia Space Belgique.

Résultats et capitaux propres corrigés des incidences fiscales

En l'absence de provisions réglementées et d'impôt différé passif supérieur à l'impôt différé actif provenant des décalages temporaires entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges, aucune correction ne doit être apportée au résultat de l'exercice ni aux capitaux propres.

Impôts sur le résultat et déficit reportable

Thales Alenia Space France S.A.S supporte la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration fiscale ; cette charge est donc calculée sur son résultat fiscal propre après imputation de tous leurs déficits antérieurs.

Les crédits d'impôts sont reconnus comme en absence d'intégration fiscale. Les montants dus ou à recevoir sont pris en compte dans le calcul global de l'intégration fiscale par Thales Alenia Space S.A.S. qui est seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû par le groupe d'intégration.

La charge d'impôt sur les bénéfices comprend un montant d'impôt sur les sociétés de 0 k€, résultant d'un résultat fiscal négatif en 2023, et des crédits d'impôts de -31 M€ dont principalement le crédit impôt recherche.

Le montant des déficits reportables au sens de l'intégration fiscale s'élève à 243 288 k€ à fin 2023.

Rémunération des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2023 est de 449 k€ :

- 370 k€ au titre contrôle légal des comptes de l'exercice 2023 (incluant les frais et taxes)
- 79 k€ au titre de l'audit Rapports de Dépenses contrôlées

FIN DU DOCUMENT